

Prise de parole « SECU 18 MARS 2014 »

Lors de sa conférence de presse du 14 janvier dernier, le président de la République a annoncé « *la mise en mouvement de la société française* ».

« La France, si elle veut garder la maîtrise de son destin, alors elle doit impérativement retrouver de la force économique ». « Il s'agit d'aller plus vite, d'aller plus loin, d'accélérer, d'approfondir ».

C'est dans ces termes qu'a été révélé le pacte dit de responsabilité. En réalité il s'agit encore d'alléger davantage, ce que certains appellent « coût du travail ».

Dans ses objectifs, François Hollande a indiqué que « *d'ici 2017, pour les entreprises et pour les travailleurs indépendants, ce soit la fin des cotisations familiales. Cela représente 30 milliards d'euros* »

Force est de constater que toutes les mesures offertes aux entreprises en matière de baisse des cotisations ne créent pas d'emplois, ne servent qu'à la finance et fragilisent lourdement la Sécurité sociale.

Cette politique nous mène droit dans le mur !

Il s'agit d'un changement radical sur le financement de la Sécurité sociale, sur le salaire socialisé et qui remet en cause fondamentalement notre système de protection sociale issu du Conseil National de la Résistance.

**Aujourd'hui, c'est la famille, demain la maladie !
C'est la mort de notre Sécurité sociale !**

La réalité est que le Medef et les gouvernements successifs veulent détruire notre système de protection sociale au profit des banques et des compagnies d'assurance.

On le voit les différentes réformes fragilisent la Sécurité sociale dans son ensemble.

CSG, Franchises Médicales, Recul de l'accès aux soins, Convention d'Objectifs et Gestion, Projet de Loi de Finance de la Sécurité Sociale... Toutes ces mesures n'ont rien réglé en termes d'améliorations du financement de la Sécu, de la protection sociale et n'ont rien apporté en termes d'emplois !

Bien au contraire, elles participent à la destruction de notre protection sociale.

Alors que le « pacte de responsabilité » est annoncé, la Sécurité sociale est déjà fortement endommagée.

Les restructurations se succèdent (départementalisations, mutualisations, régionalisations) et la situation ne cesse de se détériorer.

Les conditions de travail deviennent dramatiques dans tous les organismes. Les retards s'accumulent.

La régionalisation des Urssaf est désastreuse et aura des conséquences sur l'efficacité du recouvrement.

Le RSI et la MSA sont dans le même état et s'interrogent sur leur existence même.

Dans toutes nos professions, les politiques salariales entraînent un développement sans cesse croissant de la précarisation et de l'individualisation.

Partout, les salaires sont bloqués et l'inquiétante diminution des effectifs se poursuit.

Salaires bloqués, Emplois supprimés, Personnels méprisés, Ça suffit !

Les augmentations collectives sont au point mort. Dans le même temps, l'intensification du travail et les suppressions d'emplois sont la règle !

Nous connaissons, toutes et tous, une dégradation continue de notre rémunération.

Quel que soit notre secteur professionnel, RSI, Sécurité Sociale, MSA, Organismes mutualistes, **quel que soit notre niveau**, employé ou cadre, nous subissons les conséquences de cette politique de régression sociale.

Régime Social des Indépendants : Depuis 2009, la valeur du point est inchangée.

Mutualité Sociale Agricole : Aucune augmentation de la valeur du point depuis 2010. En 9 ans, la rémunération moyenne n'a progressé que de 4%.

Régime général de Sécurité Sociale : La valeur du point est bloquée depuis 2010. Les excédents budgétaires économisés sur le dos des salariés s'élèvent à plusieurs centaines de millions d'euros.

Organismes mutualistes : Pas de négociation concrète. La branche recommande 0,3% pour favoriser les augmentations individuelles.

Parallèlement, les employeurs tentent de mettre en place des classifications dont les objectifs sont de tout faire pour réaliser un maximum de gains de productivité, et rendre les salariés corvéables à merci

Ça suffit ! Cette politique n'a que trop duré !

Notre fédération CGT des organismes sociaux exige un changement de politique.

A longueur de pseudo négociations salariales, nos employeurs nous répètent en boucle que « nous sommes dans un contexte économique restreint », qu'il « convient de réaliser des économies de gestion »...

Cette politique, menée contre les salariés est indécente et insupportable, quand dans le même temps, les profits des actionnaires n'ont jamais atteint de tels sommets, que le nombre de millionnaires en France est le plus élevé d'Europe, et que notre pays est la 4e puissance mondiale en termes de richesses accumulées !

Pour répondre aux besoins des salariés de nos professions, la CGT exige qu'aucun salaire ne soit inférieur à 2000 euros bruts, que 300 euros bruts au titre de rattrapage du pouvoir d'achat soit versé, qu'une négociation des classifications prenant en compte l'expérience et la compétence des salariés soit ouverte.

Seule l'action unie des salariés permettra de changer de politique.

Cette journée d'action pour la reconquête de la protection sociale, s'intègre dans la campagne contre le coût du capital que mène Cgt.

Cette journée ne sera pas sans lendemain, nous seront donc rapidement amenés à nous retrouvé dans la rue.

MERCI